



AMBASSADE DE SUISSE
AUX PAYS-BAS

✓ Mr. Zolot von post scrijven.
het kopie erhalten. *Lu*

LA HAYE, le 31 mars 1965.
42, Lange Voorhout
Tél. 117458 et 117459

Réf.: L.P.- M/dv

Confidentiel

A la Division des Affaires politiques
du Département Politique fédéral,

Hors courrier

B e r n e

an					aa
Datum					5.4
Via					<i>Hf</i>
EPD .. 5. April 1965					
Ref. p.A. 21.31 La Haye. <i>Wf</i>					

Monsieur l'Ambassadeur,

Il y a dix ans, le 17 mai 1955, une crise ministérielle était provoquée aux Pays-Bas par le relèvement des loyers, plus exactement par les modalités d'application d'une mesure dont les partis acceptaient tous le principe. En quinze jours la crise fut dénouée par la reconduction pure et simple du cabinet.

Le problème de la radio et de la télévision auquel est due la crise ouverte le 26 février dernier tire lui aussi son importance du fait qu'il concerne tout le monde, les électeurs en tant qu'usagers et les partis dans la mesure où ils sont les bénéficiaires d'un système fait par et pour eux. Mais les libéraux, eux, n'ont pas part au gâteau et n'ont rien fait non plus pour faciliter un replâtrage.

Voilà pourquoi le leader catholique Schmelzer n'a pas réussi à "trouver une prompte solution aux divergences surgies au sein du cabinet Marijnen", comme le lui prescrivait le mandat reçu de la reine. A la mi-mars il a donc été relayé par son coreligionnaire l'ancien ministre Cals, qui est chargé de "former un cabinet pouvant compter sur une coopération fructueuse avec le parlement."

4 copies



- 2 -

M. Cals passe pour être favorable à la participation gouvernementale des socialistes. Or celle-ci est indispensable du moment où les libéraux se retirent dans l'opposition. Il y aurait bien théoriquement une alternative, écartant les catholiques du pouvoir, celle d'une coalition des socialistes avec les deux principaux partis protestants qui étaient du cabinet démissionnaire de M. Marijnen. Mais il faudrait y ajouter les libéraux pour avoir une majorité et l'on ne voit pas très bien ces derniers collaborer sur l'essentiel avec les socialistes.

On en revenait ainsi presque fatalement à un gouvernement des partis confessionnels catholique et protestants avec, pour faire l'appoint, les socialistes, qui aurait disposé d'une majorité parlementaire écrasante. Un des deux partis protestants, celui des chrétiens historiques, inclinait, toutefois, du côté libéral et paraît devoir faire défection. Même réduit de la sorte aux partis catholique, socialiste et protestant anti-révolutionnaire, la formule serait encore assurée d'une majorité de plus des deux tiers.

Reste à savoir si l'entente pourra se faire avec les socialistes sur un programme minimum. Jusqu'ici l'extrême gauche déclarait très haut qu'elle voulait un changement de politique. Un de ses leaders, l'ancien ministre des finances Hofstra, vient de préciser qu'il entend par là la socialisation de certaines industries, de banques, d'assurances, voire de branches du commerce de détail. Peut-être est-ce une façon de faire chèrement payer son concours. On considérerait comme un minimum un accroissement des charges sociales et de l'aide aux pays en voie de développement en même temps qu'une réduction des dépenses militaires. Mais on ne serait pas autrement étonné non plus que les socialistes en rabattent pour ne pas manquer cette occasion inespérée de revenir au pouvoir.

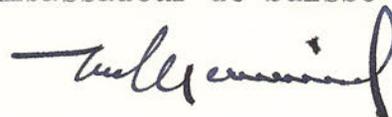
Tout pronostic serait prématuré. M. Cals souhaite aboutir avant Pâques. Si les choses évoluent comme il l'espère, on en viendra à la composition du nouveau cabinet. Il sera

- 3 -

intéressant alors de voir si M. Luns en fait partie ou s'il est sacrifié le cas échéant aux socialistes, qui apprécient sa politique mais moins l'homme en raison de l'aimable désinvolture avec laquelle il lui arrive de les traiter en plein parlement et de l'art qu'il a à faire rire aux dépens d'autrui.

Veillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Ambassadeur de Suisse



P.S. La reine Juliana prend en ce moment de courtes vacances en Autriche. S'étant fracturé la cheville elle a été empêchée jusqu'ici de rentrer aux Pays-Bas suivre le développement de la crise. Aussi a-t-on appris le samedi 27 mars que M. Cals était allé lui faire rapport à son lieu de villégiature. Il aurait été acheminé jusqu'en Suisse par un avion gouvernemental et de là aurait poursuivi sa route en auto. Or la presse néerlandaise a raconté que le dimanche 28 un douanier suisse de service, on ne dit à quel poste, aurait été avisé par un collègue autrichien qu'il avait eu à s'occuper d'un personnage important. C'était M. Cals sur le chemin du retour. Notre douanier aurait trouvé suspect que ledit personnage ait un simple passeport ordinaire et consciencieusement fouillé ses papiers.

La presse néerlandaise que nous avons lue a rapporté l'incident sur le ton badin et en faisant mine d'envier le douanier qui avait eu ainsi connaissance de secrets d'état... Soit dit en passant elle avait raconté il y a quinze jours que des papiers du même M. Cals auraient été repêchés dans un canal sur lequel donne le cabinet de celui-ci !

L'incident survenu à la frontière autro-suisse n'ayant pas suscité de réactions en dehors de celle de la presse, j'ai estimé inutile de vous en informer d'urgence. Ceci d'autant plus que l'on ne saurait en tout état de cause blâmer un douanier, visiblement sans instructions spéciales, d'avoir tout bonnement fait son métier. Je me demande pourtant comment il se peut que l'ambassade des Pays-Bas, qui avait dû signaler l'atterrissage d'un avion à équipement militaire, n'ait pas fait en sorte que nos services douaniers soient informés du voyage, ni fait accompagner ou, du moins, attendre M. Cals à son passage de la frontière.

